

Mise en œuvre de la généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles du TURPE HTA-BT

Date de la contribution : 27/11/2023

Introduction

Modalités opérationnelles envisagées par la CRE

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de déroger à la règle des 12 mois entre deux changements de formule tarifaire d'acheminement à partir du 1er mai 2024 et jusqu'au 1er novembre 2024 ? La période proposée par la CRE vous paraît-elle adaptée ?

Favorable

Commentaire :

La CRE propose qu'à compter du 1^{er} mai 2024 et jusqu'au 1^{er} novembre 2024, les fournisseurs puissent, pour chaque point de connexion disposant d'une FTA CU ou MU DT, modifier une seule fois leur option et version tarifaire sans avoir à respecter de période de 12 mois consécutifs depuis leur précédent choix de formule tarifaire.

Le Syndicat ELE confirme que la dérogation à la règle de pérennité de la FTA est nécessaire pour que la mise en œuvre de la généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ait lieu au 1^{er} août 2024.

Le Syndicat ELE insiste également sur le fait que cette dérogation ne concerne pas la règle de pérennité s'agissant de la puissance souscrite. Pour rappel, un client ne peut pas modifier sa puissance souscrite dans les 12 mois suivants cette souscription. Ainsi, si un client pouvait changer sa puissance souscrite sans avoir à respecter ce délai, il pourrait souscrire une puissance faible en saison basse et une puissance plus élevée en saison haute. Cela aurait pour conséquence de diminuer les coûts d'acheminement du client alors que son raccordement effectif par le GRD aurait été basé sur la puissance souscrite la plus élevée.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que le GRD effectue la bascule des clients qui n'auraient pas souscrit une formule tarifaire à 4 plages temporelles ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CRE propose que, après le 1^{er} août 2024 et pour les clients qui ne seraient pas positionnés sur une des options tarifaires en vigueur à cette date, le GRD effectuerait la bascule de ces clients vers les options à 4 plages temporelles selon les procédures relatives aux modifications contractuelles et aux échecs de téléopérations en vigueur. Ces procédures pourront faire l'objet d'adaptations ponctuelles et temporaires afin de répondre aux enjeux de volume important. Toujours dans l'optique de respecter les volumes de flux journaliers à traiter et pour ne pas bloquer l'activité de traitement des téléopérations, la CRE propose que cette bascule, pour les clients résiduels disposant d'un compteur intelligent et opéré par les GRD, s'étale sur une période d'un mois à compter du 1^{er} août 2024.

Le syndicat ELE formule plusieurs remarques concernant cette proposition.

S'agissant du volume des clients à basculer

D'une part, le Syndicat ELE relève que le nombre de téléopérations pratiquées par le GRD à partir du 1^{er} août 2024 dépendra des bascules déjà demandées par les fournisseurs auparavant. Autrement dit, plus les fournisseurs

anticiperont le changement de FTA auprès de leurs clients, moins le GRD aura de clients à basculer simultanément en août 2024.

Par conséquent, le Syndicat ELE propose d'inciter les fournisseurs à anticiper les changements de FTA, comme cela a été fait à l'occasion du GT Procédure de juin 2023.

D'autre part, le Syndicat ELE soulève le risque d'un effet d'aubaine pour les fournisseurs qui pénaliserait les GRD et donc le système électrique. L'assouplissement de la règle des 12 mois met le fournisseur en position de pouvoir souscrire une FTA non saisonnalisée au début de l'hiver pour des PRM déjà en position cible (FTA 4 postes). Dans ce cas, le nombre de PRM à basculer serait majoré, créant un risque volume non négligeable qui pourrait se traduire par une crise touchant tous les acteurs.

Par conséquent, le Syndicat ELE propose que les clients ayant déjà souscrit une FTA 4 postes ne puissent pas souscrire à une FTA non saisonnalisée, à compter de la délibération que prendra la CRE à la suite de la présente consultation.

S'agissant des modalités opérationnelles de la bascule

Le Syndicat ELE rappelle que les téléopérations réalisées pour un changement de FTA peuvent faire l'objet d'un échec et que « *les procédures relatives aux modifications contractuelles et aux échecs de téléopérations en vigueur* » mentionnées dans la présente consultation font référence à la procédure Enedis-PRO-CF_20E, qui prévoit que « *Le GRD ne réalise pas les interventions sur site à la suite d'échecs de téléopérations pour les demandes de modification de FTA seule, - La prestation est clôturée au motif « annulation par le distributeur » ; - Le fournisseur peut reformuler sa demande. En cas d'échecs multiples sur des PRM pour lesquels le fournisseur souhaite maintenir sa demande et générer une intervention avec déplacement, le fournisseur informe les clients concernés et transmet la liste des PRM au GRD qui prendra rendez-vous le cas échéant* ».

Le Syndicat ELE signale donc à la CRE que certains clients pourraient garder une FTA non saisonnalisée sur une période plus étendue dans le cas décrit ci-dessus.

S'agissant de la période de bascule entre le 1^{er} août et le 31 août 2024

Le Syndicat ELE attire l'attention de la CRE sur le fait que le mois d'août est synonyme de congés pour beaucoup d'entreprises. Cela a un impact sur l'activité, exacerbé pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et petites et moyennes entreprises (PME) que constituent les GRD-ELD. En outre, le mois de juillet 2024 sera chargé pour les services affectés aux systèmes informatiques (SI), puisqu'un travail d'intégration des nouvelles modalités du TURPE est à prévoir. Enfin, les GRD peuvent réaliser un certain nombre d'opérations journalières, qui pourrait être insuffisant si les fournisseurs n'ont pas suffisamment basculé de clients à une FTA horosaisonalisée.

Le Syndicat ELE recommande donc que la période durant laquelle les GRD pourront basculer automatiquement les clients vers une FTA 4 postes soit étendue au 1^{er} novembre 2024 a minima.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux options par défaut proposées par la CRE dans le cadre de la bas-cule qui sera opérée par le GRD ?

Favorable

Commentaire :

La CRE propose, concernant les utilisateurs disposant d'un compteur communiquant qui ne disposeraient pas d'une FTA à 4 plages temporelles ou LU au 1^{er} août 2024, qu'ils soient réputés avoir choisi une des formules tarifaires présente dans le TURPE 6 HTA-BT au 1^{er} août 2024. Cette attribution se ferait selon des règles d'équivalence déterminées par le GRD en concertation avec les acteurs de marché et rendues publiques par le GRD. En l'absence de règles d'équivalence publiées par le GRD, les utilisateurs seraient réputés avoir effectué les choix de formules tarifaires suivants :

Formule tarifaire TURPE 6 <u>avant</u> août 2024	Formule tarifaire TURPE 6 <u>après</u> août 2024
Courte Utilisation (CU)	Courte Utilisation à 4 plages temporelles (CU4)
Moyenne Utilisation à Différenciation Temporelle (MU DT)	Moyenne Utilisation à 4 plages temporelles (MU4)
Le Syndicat ELE est favorable à cette proposition, simple et lisible.	

Question 4 : Êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE pour la souscription d'une formule tarifaire à 4 plages temporelles pour les clients dont le compteur deviendrait communicant après la date du 1er août 2024 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CRE propose que lors de la pose d'un compteur communicant, la bascule du client vers les options à 4 plages temporelles devra être effective au plus tard 30 jours après la première déclaration de communication du compteur évolué. A défaut de cette modification volontaire, la CRE propose que le GRD effectue la bascule dans un délai de 30 jours passé ce premier délai, suivant les mêmes principes évoqués précédemment.

Le Syndicat ELE relève que le suivi du déploiement des compteurs communicants, de leur première déclaration de communication et la bascule vers une FTA 4 postes qui devra en découler implique la mise en place d'un outil au sein du SI. Le délai de 30 jours semble donc court pour réaliser la bascule à compter de la première déclaration de communication du compteur évolué. Un délai plus long permettrait d'assurer aux GRD-ELD une meilleure coordination.

Le Syndicat ELE propose donc que ce délai soit étendu à 60 jours.